



Amine Boukerche

L'Algérie de Tocqueville

Chronique d'une colonisation ratée



Histoire

L'Algérie de Tocqueville

Amine Boukerche, après un doctorat en génie civil à l'INSA de Rennes, s'est tourné vers la philosophie. Titulaire d'un DEA de philosophie en bioéthique, il est aujourd'hui professeur de philosophie dans le secondaire.

Du même auteur

De la fragilité de la démocratie. Une lecture de Tocqueville,
coll. « Ateliers populaires de philosophie », Apogée, 2015

La Citoyenneté républicaine face au libéralisme économique,
coll. « Ateliers populaires de philosophie », Apogée, 2017

ISBN 978-2-84398-596-6

© 2018 Éditions Apogée, une marque de la société

Feuilles de style, Rennes.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays.

AMINE BOUKERCHE

L'Algérie de Tocqueville

Chronique d'une colonisation ratée

ÉDITIONS APOGÉE

À la mémoire de mon père et de mon frère...

Introduction

En 1825, Tocqueville a une intuition géniale : un mouvement irréversible œuvre au sein de la société française et pousse ses individus vers l'égalité des conditions. C'est ce qui fonde et définit, selon lui, la démocratie. Celle-ci est, avant tout, un état social avant d'être un régime politique. Rien ne peut endiguer ce devenir historique universel. Quelques années plus tard, sa rencontre avec l'Amérique confirmera son intuition initiale. Il ne cessera, dès lors, de lire les événements de son temps à l'aune de cette découverte.

En 1830, Charles X règne depuis déjà quelques années sur la France. Il s'évertue à vouloir restaurer un ordre aristocratique que la Révolution avait mis à bas. Aux yeux de Tocqueville, le roi et son entourage ne comprennent pas les changements qui ont affecté la France depuis 1789. Privé de cet outil, à savoir un sens de l'Histoire qui façonne le devenir des sociétés, Charles X, aidé de ses partisans, pense naïvement qu'une victoire militaire assurée, grâce à la prise de la régence d'Alger, détournera l'attention de l'opinion publique des lois liberticides qu'il va adopter.

Au printemps 1830, les préparatifs pour s'emparer d'Alger vont sceller le sort de l'Algérie. Le calendrier arrêté pour l'expédition ne doit rien au hasard. Le jeune Tocque-

ville, qui n'est pas encore célèbre, n'est pas dupe. Il écrit déjà à ce sujet :

« Le ministère n'a pas fait coïncider sans dessein l'affaire d'Alger avec les nouvelles élections. Il espère y apporter tout l'ascendant de la victoire¹. »

Dès lors, l'Algérie occupera une place importante dans la vie de Tocqueville, ainsi que dans sa pensée. Il s'y intéressera pendant presque deux décennies. En 1830, son ami, Louis de Kergolay, fait partie des troupes qui débarquent, durant le mois de juin, à Sidi-Ferruch. La correspondance, qu'il entretiendra avec son ami, lui permettra de suivre l'évolution des événements de l'intérieur. Le sort de Kergolay est loin de le laisser indifférent, comme il s'en ouvre à un autre ami, sous le sceau du secret, car l'opération militaire est risquée :

« L'expédition d'Alger doit avoir mis la voile. Je suis mortellement inquiet pour Louis de Kergolay ; il m'a mandé sous le secret qu'il ait été désigné pour descendre en premier à terre avec une petite batterie portative qui doit commencer le feu bien avant la grosse artillerie et protéger la descente². »

Début juillet 1830, Alger capitule. Les Turcs sont rapidement chassés de la Régence, mais Charles X ne tire aucun profit de cette victoire. Il abdique au début du mois d'août, la révolution des Trois Glorieuses ayant eu raison de ses calculs. La prise d'Alger est éclipsée par la soudaine révolution. C'est Louis-Philippe qui prend les rênes du pouvoir. Il se retrouve avec une conquête dont il ne saura que faire, pendant un certain temps.

En 1831, Tocqueville, en compagnie de son ami Beaumont, part en Amérique, où il séjournera presque deux ans. Durant ce temps, il aura pour mission d'observer le système pénitentiaire américain. À son retour, fort de toutes les notes qu'il a accumulées durant son périple américain, il publie le premier tome *De la démocratie en Amérique*, en 1835. Ce livre rencontre un large succès auprès du public.

Après son retour d'Amérique, Tocqueville, non seulement écrira sur l'Algérie mais il y séjournera à deux reprises : en 1841 et 1846. C'est ce qui lui permettra de se faire une idée plus juste de l'occupation française et des problèmes qu'elle pose. Fidèle à sa démarche, en tant que penseur de terrain, il ne se contente pas d'écrire sur un pays de loin, sans y avoir mis les pieds. En se déplaçant en Afrique du Nord, tout comme il l'a fait en Amérique, il observera les gens qui y vivent avec cet œil pénétrant qui le caractérise. De l'Algérie il cernera sa géographie, son climat, la complexité de sa population, ses mœurs, la place qu'y occupe l'Islam et, surtout, la manière dont se déroule l'occupation française. Il s'y intéresse, comme pour l'Amérique, à la fois comme historien, anthropologue, sociologue, économiste, penseur et homme politique.

Cependant, l'intérêt de Tocqueville pour l'Algérie n'est pas complètement dénué d'arrière-pensées. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, sa passion première n'était pas l'écriture mais la politique. Chez les Tocqueville la politique est affaire de famille. Déjà son arrière-grand-père Malesherbes, dans l'Ancien Régime, était un grand défenseur du peuple et des religions. Il fut aussi un grand magistrat, à l'image du grand-père ainsi que du père de Tocqueville, qui fut préfet durant la restauration. Très jeune, Alexis veut suivre la voie de ses aïeux et assumer l'héritage familial.

S'il part en Amérique pour étudier le système pénitentiaire, c'est en grande partie pour devenir un expert et gagner une légitimité afin d'exercer de hautes fonctions politiques. Certains avancent que *De la démocratie en Amérique* n'était pas destiné à la postérité mais à ses contemporains, le but de Tocqueville étant d'apparaître, aux yeux de ses futurs électeurs, comme un expert qui a les compétences nécessaires pour occuper un poste politique de premier plan.

On peut estimer que la question algérienne fait partie de cette même ambition. En 1837, il fera paraître ses premiers textes sur l'Algérie. Des lettres sur l'Algérie, publiées pendant l'été dans *La Presse de Seine-et-Oise*, on ne connaît souvent que la seconde pourtant grâce au travail patient et passionné de ceux qui font vivre la mémoire du penseur normand, on en sait plus, depuis peu, sur la première. Ces lettres mettent en évidence sa grande maîtrise de la question algérienne. Durant cette même année, il se présentera à la députation, dans son fief normand, sans succès. Ce n'est qu'en 1839 qu'il réussira à se faire élire et cela successivement jusqu'en 1851.

En 1840, l'Algérie est, dix ans après la chute de la Régence, toujours au cœur des débats politiques en France. Thiers qui est au pouvoir, à cette époque, soutient la nécessité d'une « conquête complète » de l'Algérie. Le 29 décembre 1840, Bugeaud est nommé gouverneur général de l'Algérie. Il est partisan d'une occupation totale, alors qu'il fut un « adversaire acharné de l'occupation totale quand il n'était pas gouverneur³ ». C'est cette année-là que Beaumont et Tocqueville se rendent en Algérie, pour la première fois. À Oran, ils rencontrent le général Lamoricière. Celui-ci fait bonne impression à Tocqueville, néanmoins le voyage tourne court car notre auteur tombe malade et doit être

rapatrié d'urgence en France. Ce séjour donnera lieu à un texte qui ne sera pas publié et intitulé *Travail sur l'Algérie*.

Tocqueville revient en Algérie en 1847. Il est mandaté par une commission parlementaire chargée de faire un rapport sur l'état de la colonisation. Cette fois-ci, il séjournera plus longtemps, verra plus de choses et rencontrera Bugeaud. Il présentera au parlement le résultat de son travail connu sous le titre de *Rapport sur l'Algérie*. En 1848 éclate, en France, la révolution de février. Les retombées de cette dernière sont telles qu'elles détourneront définitivement Tocqueville de l'Algérie. Désormais il ne se consacrera qu'à la situation politique en France.

Cela dit, les écrits de Tocqueville sur l'Algérie existent et font partie de son corpus. Notre auteur ne s'est jamais départi de sa position en faveur d'une « colonisation partielle » de l'Algérie adossée à une domination totale du territoire. Beaucoup de détracteurs de Tocqueville n'ont retenu que le terme de colonisation et y ont vu le fourvoiement d'un grand esprit qui, par ailleurs, a été un abolitionniste convaincu, dont les prises de position ne souffrent aucune ambiguïté. Toutefois, une question légitime s'impose : pourquoi cet auteur, si prompt à dénoncer la condition faite aux esclaves et aux Indiens en Amérique, s'est-il entêté à soutenir la colonisation de l'Algérie ?

Durant son séjour en Amérique, il avait vu le sort réservé aux Indiens et aux Noirs. Il l'avait dénoncé dans un long chapitre dans la dernière partie du premier tome du *De la Démocratie en Amérique*. Comment a-t-il pu, en même temps, être indifférent au sort des indigènes d'Algérie ? Pour répondre à ce qui pourrait paraître comme une contradiction flagrante, chez Tocqueville, trois positions, ou attitudes, se dégagent.

La première est celle de ceux qui ignorent la position de Tocqueville concernant l'Algérie. Ils négligent ses écrits concernant cette question ou ne s'y intéressent pas. Les textes sur l'Algérie seront considérés comme mineurs ou d'une valeur tout à fait relative, par rapport aux œuvres majeures. Raymond Aron, l'un des premiers à s'intéresser à la pensée de Tocqueville dans les années 60, ne mentionne pas ces textes, facilement accessibles, mise à part la première des lettres sur l'Algérie.

La seconde est celle de ceux qui vont condamner Tocqueville pour sa position en faveur de la colonisation. L'argument principal étant la contradiction dans laquelle il serait tombé : il s'élève contre l'esclavage mais soutient la colonisation. L'humanisme dont ferait preuve Tocqueville aurait été à géométrie variable : soucieux de la condition des Indiens et des Noirs en Amérique, indifférent aux indigènes en Algérie. Des auteurs comme Todorov⁴ ou Seloua Luste Boulbina⁵ qui ont compilé ses textes sur l'Algérie défendent cette thèse.

Enfin, plus rares, sont ceux qui reconnaissent la position de Tocqueville sur la colonisation de l'Algérie, mais tentent de la nuancer en soulignant certains aspects positifs. Jean-Louis Benoît, qui a consacré de nombreux ouvrages à Tocqueville, fait partie de ceux-là. Il est, peut-être, le seul. Il soutient que l'idée de Tocqueville était que la colonisation aurait bien fonctionné avec les Kabyles, pas avec les tribus arabes. C'est à moitié vrai, car la pensée de Tocqueville sur ce sujet est plus complexe.

En fait, le thème de la colonisation française reste, d'une manière générale, un sujet sensible et tabou. Le colonialisme reste difficile à évoquer, car il représente une part sombre de l'histoire de France. Il soulève, aussi bien chez les anciens

colonisés que chez les anciens colonisateurs, des sentiments diffus, contradictoires, qui empêchent d'y réfléchir sereinement. D'autant que la colonisation de l'Algérie s'est achevée dans des conditions douloureuses, après une guerre de plus de sept ans. Les relations, extrêmement compliquées, entre l'Algérie et la France, restent marquées par cette histoire commune. La colonisation soulève toujours les passions de part et d'autre de la Méditerranée, comme en témoignent les réactions exacerbées à la sortie du film *Hors la loi*, ou le fameux débat sur les bienfaits de la colonisation.

De part et d'autre, le spectre de la guerre d'Algérie continue de hanter les mémoires et occulte le fait initial de la colonisation entamée en 1830. Pourtant, les raisons qui ont poussé la France à occuper l'Algérie sont peu connues par le grand public, des deux côtés de la Méditerranée. Pourquoi la France a-t-elle conquis l'Algérie plutôt que le Maroc ou la Tunisie ? Et en vue de quoi ?

Bien sûr, certains répondent à cela en invoquant la mission civilisatrice de la colonisation française. C'est faire peu de cas de l'histoire et des faits. C'est faire montre d'une ignorance flagrante sur le sujet. Ce serait faire de la revendication à l'indépendance d'un peuple opprimé par plus d'un siècle de colonisation un caprice ingrat. Ce serait faire oublier que la guerre, qui a fini par séparer les Algériens et les Français, trouve son origine dans une conquête militaire violente. Ce serait omettre que l'Algérie avait été soumise par les armes.

Or, vu la tragédie que fut la guerre d'Algérie — qui aurait pu être évitée —, la tentation est grande de pousser « la poussière sous le tapis » pour se débarrasser du problème et ne plus en parler. Il nous semble que ce n'est pas la bonne attitude car elle ne fait que reporter le problème, sans le

résoudre. De plus, ce passé continue d'avoir des effets sur le présent, aussi bien en France qu'en Algérie. Si la guerre d'Algérie est le résultat d'une histoire, mal connue du grand public, il nous faut en comprendre le déroulement à partir du moment où la France a pris la décision de franchir la Méditerranée pour s'emparer d'Alger.

C'est là où Tocqueville nous paraît être un excellent guide en la matière. Si on le lit, sans parti pris, il sera d'une aide précieuse pour saisir toute la complexité du destin qui a scellé le sort de deux peuples dans les années 1830, car il a été non seulement un témoin de taille de ces événements par sa réflexion mais il y a aussi participé en tant qu'acteur politique important.

Loin d'être gênants, ou à mettre de côté, les textes de Tocqueville sur l'Algérie montrent un homme, de son temps, confronté à un contexte géopolitique dans lequel il voulait peser. Il a traité de la colonisation dans le cadre de son système de pensée, et son engagement politique, vu le contexte de l'époque, n'est ni scandaleux ni incohérent par rapport à sa pensée.

Entendons-nous bien ! Loin de nous l'idée de légitimer la colonisation de l'Algérie. Ce serait accepter le fait qu'un peuple puisse en dominer un autre pour l'assujettir. C'est tout simplement inacceptable.

Si Tocqueville s'est intéressé à cette question, c'est parce que cette région était l'objet de convoitises. Inquiet de la puissance anglaise et d'un certain déclin de la France, il voulait que son pays occupe le rang qui lui sied, afin que la perfide Albion n'impose pas sa puissance au reste du monde, sans contre-pouvoir. Plus que cela, Tocqueville, qui avait vu les ravages causés par la colonisation en Amérique, voulait éviter cela aux Français. Les fautes commises par les

Européens sur les Indiens et les Noirs continuent d'avoir des conséquences dans l'Amérique d'aujourd'hui.

En effet, étant donné le contexte de l'époque, la colonisation de l'Afrique du Nord semblait être un fait géopolitique inévitable, pour diverses raisons que nous évoquerons plus loin. À l'époque, les enjeux géostratégiques paraissaient tels qu'ils justifiaient politiquement la colonisation de terres nouvelles. Les puissances conquérantes attendaient, bien sûr, des retombées politiques et économiques.

Si l'on se replace dans ce contexte, la colonisation de l'Algérie par une puissance européenne paraît inéluctable. Dans ce cas, estime Tocqueville, il vaudrait mieux que cette entreprise soit menée de la façon la plus éclairée possible, et qu'elle tourne à l'avantage de tous : colonisateurs et colonisés. C'est cette voie de l'avantage mutuel, et qui n'a jamais été entendue, qu'a toujours défendu Tocqueville, car il avait un certain idéal de la colonisation. C'est ce qui fait son originalité parmi les « colonistes ». Tout au long de ses écrits, aussi bien sur l'Algérie que dans d'autres, il a tenté en vain de soutenir que la colonisation peut être un bien à condition qu'elle ne tourne pas qu'à l'avantage des conquérants.

Tocqueville était un réaliste, doublé d'un pragmatiste. Faut-il y voir l'influence de sa familiarité avec la culture anglo-saxonne ? Peut-être. Il sait que, dans l'histoire, les peuples sont dans des rapports de force. Le plus fort sera toujours tenté d'user de sa puissance pour assujettir le plus faible. Rien de nouveau sous le soleil. C'est ce qui continue de se jouer sur l'échiquier international. Aujourd'hui, l'Angleterre et la France, qui furent de grandes puissances par le passé, ont cédé la place aux États-Unis, à la Chine, à la Russie, ainsi qu'à d'autres nations émergentes où chacune

tente d'exister au plan international avec plus ou moins de succès.

Or, ce qui est intéressant chez Tocqueville, c'est qu'il s'interroge sur la finalité même de la domination, conséquence logique de l'inégalité dans la puissance parmi les peuples. À quoi sert-elle ? En vue de quoi une puissance militaire use-t-elle de sa force pour dominer un autre peuple ? Qu'est-ce qui justifient la conquête et la colonisation d'un peuple par un autre ?

Dominer pour dominer est une voie absurde et sans issue. Par contre, créer un meilleur avenir, pour les dominants et les dominés, est la voie même du bon sens et de l'intérêt bien compris. Cette conception, que défend Tocqueville, s'inspire, en partie, de Montesquieu. La colonisation n'est légitime qu'à ce titre-là et c'est en un certain sens qu'elle peut être comprise comme « œuvre de civilisation ». C'est au nom de cet idéal que Tocqueville jugera sévèrement le comportement des colons anglais vis-à-vis des Indiens, en Amérique, ainsi que celui des Français en Algérie et ailleurs.

Tout au long de cet ouvrage, je m'attacherai à montrer cette approche particulière et cohérente de Tocqueville concernant la colonisation de l'Algérie, tout en la rapportant aux grandes lignes de sa pensée telle qu'elle se déploie à travers ses œuvres majeures que sont *De la démocratie en Amérique* et *L'Ancien Régime et la Révolution*. Nous verrons alors que la colonisation de l'Algérie telle qu'il la conçoit, replacée dans un contexte politique déterminé, n'est ni en contradiction avec ses principes moraux ni avec ses écrits les plus célèbres.

Il y a là une approche nouvelle sur cette question, si sensible, de la colonisation de l'Algérie. Elle permet de saisir

les ratés de la conquête française. Tocqueville, comme à son habitude, était en avance par rapport à son temps sur ce sujet. Ce n'est pas faute d'avoir prévenu : si les Français s'y prennent mal dans ce pays, avait-il prédit, la guerre entre les deux peuples sera inévitable. Force est de constater que les événements lui ont donné raison. On ne peut alors que s'incliner devant le réalisme de ce penseur visionnaire dont, malheureusement, la politique n'a pas été suivie. Cela aurait pu, peut-être, éviter la tragédie de la guerre d'Algérie et l'histoire aurait été écrite autrement. Aussi, s'intéresser à la colonisation en adoptant les « lunettes » de Tocqueville, c'est éclairer notre présent et, pourquoi pas, envisager le futur, de la France et de l'Algérie, autrement.

1. La conquête de l'Algérie

En 1837, sept ans après la chute de la Régence ottomane, la France n'occupe que partiellement l'Algérie. Certes, elle contrôle Alger et des villes portuaires comme : Oran, Mostaganem, Bougie, Bône. Le traité de la Tafna, signé le 20 mai 1837 entre l'émir Abd-el-Kader et le général Bugeaud, laisse au premier le contrôle d'un territoire immense. Constantine, en cet été 1837 où sont publiées par Tocqueville les deux lettres sur l'Algérie dans le journal *La Presse de Seine-et-Oise*, n'est pas encore tombée aux mains des Français⁶. L'occupation reste donc limitée à une petite partie du territoire que gouvernait la Régence d'Alger et ce qui est conquis est encore loin d'être assuré. La résistance sur place est vive et la puissance de l'Émir redoutable. La domination du pays n'est toujours pas à l'ordre du jour et il reste encore beaucoup à accomplir.

Que doit faire la France de ce territoire partiellement conquis et de la Régence d'Alger ? Telle est la question que pose Tocqueville dans la Deuxième lettre sur l'Algérie, où il estime que la France n'a pas de vision claire et, à long terme, de la finalité de sa présence en ce pays. La question se pose d'autant plus que les Français se sont engagés dans cette conquête sans trop savoir où ils allaient, ni contre qui ils allaient se battre. Ils n'ont dû leur victoire qu'à leur supériorité militaire. Ont-ils, par la suite, pris les bonnes décisions ? Ont-ils su tirer profit de leur avantage ? Rien de moins sûr, d'après le bilan que dresse Tocqueville sur les sept années de présence française en Algérie.

Dans la Deuxième lettre, Tocqueville pointe, avec force, l'ignorance quasi-totale dont font preuve les Français vis-à-vis du pays où ils débarquent et qui sera lourde

de conséquences. Ignorance d'autant plus blâmable que l'Algérie n'est pas si éloignée de la France. Paradoxalement, cette Afrique du Nord, bien plus proche que d'autres contrées lointaines, n'attise pas la curiosité des Français dont les grands voyageurs n'hésitent pas à aller à l'autre bout de la terre pour étudier les mœurs d'autres peuples, voire apprendre leurs langues.

En s'emparant d'Alger, les militaires français débarquent en *terra incognita*. Ils ne savent presque rien de la population qui y vit, ni de ses traditions ni de ses coutumes. Ils maîtrisent encore moins les langues qui y sont parlées, sans parler des caractéristiques géographiques et climatiques de ce pays, ainsi que la disposition des villes.

Même sur le plan militaire, nous apprend Tocqueville, les stratèges français, qui avaient préparé le débarquement à Alger, ne savaient même pas à quel type d'armée ils allaient être confrontés. Ils s'attendaient à combattre une cavalerie du type de celle des Mamelouks en Égypte, d'après le souvenir qu'en avaient gardé les militaires des épopées napoléoniennes. Cependant, les hommes qui s'opposèrent à la prise d'Alger étaient essentiellement des combattants à pied. Dans de telles conditions, estime Tocqueville, la reddition de la Régence ne s'explique que par la supériorité en force de l'armée française, de son expérience et de circonstances favorables. Les choses auraient pu tourner autrement.

Cette ignorance française ne s'arrête pas là, étant donné qu'elle influencera, dans le mauvais sens, les premières décisions prises par les conquérants, dans la foulée de la prise de la Régence. Pour Tocqueville, dès le début, l'affaire est mal engagée en Algérie.

Le renvoi des Turcs

La première erreur commise par les Français, après la chute d'Alger, fut de vouloir effacer toute trace de la présence ottomane en Algérie. Ils firent comme si les Turcs n'avaient jamais existé et prirent la décision hasardeuse de les expulser en les renvoyant en Asie. Tocqueville estime que les Français auraient pu garder, sinon tous les Turcs, au moins ceux qui étaient susceptibles de les éclairer sur la marche à suivre pour administrer la Régence. Les Ottomans auraient pu être des auxiliaires précieux dans cette tâche. Non seulement les conquérants n'ont pas cette sagesse mais de plus ils détruisent tout ce qui pouvait s'apparenter, de près ou de loin, à l'ancienne administration turque :

« [...] tous les documents écrits, registres administratifs, pièces authentiques ou autres, qui auraient pu perpétuer la trace de ce qui s'était fait avant nous⁷. »

Cet acharnement à détruire toute trace ottomane va se propager à la voirie. Les Français s'empresent de renommer toutes les rues d'Alger avec des « noms français », comme si celles-ci allaient servir uniquement à leur propre orientation et sans tenir compte de la majorité des autochtones qui y vivent.

La chute d'Alger s'accompagne aussi de l'expropriation de nombreux habitants algérois. La deuxième lettre sur l'Algérie nous apprend que la disparition des titres de propriété, après la destruction des documents administratifs, fit qu'on n'était plus en mesure de savoir à qui revenaient les propriétés, pourtant nombreuses à Alger. Dans ce chaos, les militaires occupèrent arbitrairement des propriétés en fonction de leurs besoins, en profitant du supposé droit de conquête.

Ce qui, en convient Tocqueville, est une injustice inacceptable, même pour une armée victorieuse. Il estime que les décisions prises, dans la foulée de la prise d'Alger sont non seulement injustes mais de plus improductives. Loin d'établir un climat de confiance entre les nouveaux conquérants et la population algéroise, elles ne font qu'exacerber le ressentiment. Agir ainsi, juge-t-il, est le meilleur moyen de pousser les indigènes à ne pas collaborer avec les Français.

Continuant son analyse de la situation en Algérie, Tocqueville met en évidence une autre source d'injustice : la levée de l'impôt.

Les Turcs avaient mis en place un système efficace et sûr pour prélever l'impôt auprès des autochtones, en s'appuyant sur une « milice » arabe, la cavalerie du Marzem, auxiliaire de la police, qui se chargeait de la collecte. Les Turcs chassés, les Français, ignorants de l'organisation ottomane, vont détruire le système qui permettait de collecter l'impôt. Ils vont tout remettre en cause et introduire une nouvelle manière de faire : une levée de l'impôt plus brutale qui, fatalement, se traduira, sur le terrain, par une oppression supplémentaire de la population autochtone. Cette opération se transforme, alors, en une « extorsion » de fonds (le mot est de Tocqueville), qui sera perçue par les indigènes comme injuste et, du coup, rendra ces méthodes françaises : « [...] beaucoup plus turques qu'aucune de celles dont les Turcs se fussent jamais servis⁸. »

Les Turcs congédiés, il a fallu, cependant, gouverner les indigènes, instaurer un ordre. Mais lequel ? Là aussi et sur ce sujet, Tocqueville continue son implacable réquisitoire. Autre erreur commise par les Français : ils ne se sont pas souciés de s'adapter à la population qu'ils venaient de

conquérir. Ils imposèrent, tout simplement, leur administration.

Pour qui connaît les critiques de Tocqueville concernant l'administration à la française, dont les deux marmelles sont la centralisation et « la bureaucratie », son imposition en Algérie est une aberration. Selon lui, la centralisation est un fait majeur de l'histoire de la France. C'est une spécificité typiquement française dans l'exercice du pouvoir politique, une singularité à nulle autre pareille dans le monde. Contrairement à ce que l'on croit, la centralisation administrative n'est pas un produit de la Révolution française. C'est une invention de l'Ancien Régime. C'est Louis XIV qui avait inventé cette tutelle administrative pour corseter la France et la contrôler. Présente à tous les échelons de la société, l'administration centralisée monarchique empêchait toute initiative locale ou personnelle, ce qui assurait, du même coup, l'exercice de l'omnipotence monarchique. Les révolutionnaires français, après avoir aboli cette administration centralisatrice, la feront renaître de ses cendres pour mieux contrôler le pays. Sauf que, cette centralisation administrative sera en partie cause de l'instabilité gouvernementale en France :

« On tombe assez d'accord aujourd'hui, ce me semble, que la centralisation administrative et l'omnipotence de Paris sont pour beaucoup dans la chute de tous les gouvernements que nous avons vus se succéder depuis quarante ans⁹. »

Les Français, ignorants des méfaits de cette centralisation administrative dans leur propre histoire et sur leur propre société, vont implanter celle-ci, telle quelle, au sein de l'Algérie. C'est leur marque de fabrique, en quelque sorte,

leur façon de conquérir, car c'est ce que constate Tocqueville dans d'autres régions du monde occupées par les Français, à l'instar du Canada, par exemple :

« On se croirait déjà en pleine centralisation moderne, et en Algérie. Le Canada est en effet l'image fidèle de ce qu'on a toujours vu là. Des deux côtés on se trouve en présence de cette administration presque aussi nombreuse que la population, prépondérante, agissante, réglementante, contraignante, voulant prévoir tout, se chargeant de tout, toujours plus au courant des intérêts de l'administré qu'il ne l'est lui-même, sans cesse active et stérile¹⁰. »

La France, en imposant sa centralisation administrative en Algérie, balaye l'administration turque et impose à un peuple, aux mœurs, en grande partie, nomades, une structure rigide qui va l'entraver dans son mouvement et son mode de vie par différents obstacles : formalités bureaucratiques, paperasseries, tracas divers...

La seule chose que les Français vont garder des Turcs est « l'usage du *yatagan* et du bâton¹¹ », deux moyens qu'utilisaient les Ottomans pour tenir en respect les indigènes. En fait, les Français ne semblent avoir retenu des Turcs que ce qui pouvait leur faciliter la soumission des indigènes : l'usage de la force.

On pourrait faire fi de ces erreurs et s'en tenir au résultat : la France a mis fin aux agissements des Turcs. C'est l'une des raisons invoquées pour justifier l'expédition militaire française de 1830. Mission accomplie. Les Ottomans chassés d'Algérie, ils ne pourront plus nuire aux intérêts de la France en Méditerranée et de plus, l'honneur national est lavé, suite à l'affront fait au consul de France en 1827 par le dey¹² d'Alger qui l'aurait giflé avec son éventail.

Mais en 1837 cela fait déjà sept ans que les Turcs sont partis. Tocqueville retient que l'administration française ne s'exerce guère au-delà de certaines villes : Alger, Oran, et les territoires restreints qui les jouxtent, où vivent des tribus indigènes, plus ou moins soumises. Le reste du territoire administré par l'ancienne Régence, vaste comme cinq fois la France, est livré à lui-même. Situation hautement problématique car les conséquences pourraient coûter cher à la France, si elle n'y prend garde. L'ignorance et l'indifférence des Français, d'une manière générale, vis-à-vis de cette partie de l'Afrique du Nord ne peuvent que nuire aux intérêts suprêmes de la France, juge Tocqueville.

Le secret des Turcs

Pour mesurer ces enjeux, il faudrait analyser plus finement la situation. Tocqueville, qui a eu tout le loisir de se documenter sur la situation en Algérie, explique à ses lecteurs comment les Turcs tenaient l'Algérie et la gouvernaient avec un minimum d'efforts. Quel était donc leur secret ?

Avant l'arrivée des Français, les Turcs étaient présents en Algérie depuis bientôt trois siècles. Ils avaient réussi à asseoir leur domination sur les indigènes en suivant une méthode précise. En bons stratèges, les Ottomans ont exclu les autochtones de tout exercice du pouvoir politique. Cela eut pour effet de provoquer une régression sociale de l'élite arabe, celle à même de tenir les rênes du pouvoir politique. En tenant fermement les élites indigènes éloignées du pouvoir de gouverner, les Turcs assuraient leur domination, tout en ne remettant pas en cause les mœurs des autochtones et en respectant leurs traditions. Il est vrai, admet Tocqueville, que quand le conquérant et le peuple conquis partagent la

même religion, cela facilite davantage la domination, car les mœurs des indigènes ne sont pas bouleversées.

Fins stratèges, fins connaisseurs de la psychologie des indigènes, les Turcs tirèrent profit des mœurs belliqueuses des tribus arabes pour les maintenir divisées. Cette habitude de guerroyer entre tribus arrangeait le pouvoir turc car cela empêchait les indigènes de concevoir l'idée de s'unir contre l'envahisseur et le combattre. Tant que les conflits tribaux ne remettaient pas en cause la domination turque, la Régence laissait faire. La guerre entre tribus était tolérée jusqu'à un certain point. Le gouvernement turc se chargeait de protéger les routes ainsi que la propriété et il châtiait le vol. Les tribus indigènes dispersées, isolées les unes des autres, n'avaient pour seul arbitre pour régler leurs différends que le pouvoir turc qui, de plus, avait réussi à leur faire payer, sans rechigner, l'impôt. Un seul arbitre, un seul maître : le gouvernement de la Régence.

On comprend, à partir de là, l'analyse de Tocqueville quant à la situation en Algérie. Les Français, qui ignoraient le système de domination ottoman et dont ils auraient pu tirer profit, vont introduire au sein des populations indigènes un désordre sans nom qui sera, à proprement parler, un état d'anarchie. Suite à l'invasion française, livrées à elles-mêmes, n'ayant plus de recours possible, les tribus indigènes vont se battre les unes contre les autres, se piller en toute impunité et retomber sous le règne de la loi du plus fort.

Ce désordre, estime notre auteur, qui règne depuis la chute de la Régence d'Alger, est préjudiciable à la France. Non seulement les tribus indigènes sont en conflit les unes avec les autres mais, de surcroît, ces troubles peuvent avoir des répercussions sur les positions françaises elles-mêmes.

Remerciements

Ce livre n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien des personnes suivantes :

- mon épouse sans laquelle je n'aurais pas pu accomplir ce travail. Par ses encouragements permanents elle m'a permis de mener à bien ce projet en étant ma première lectrice. Ces remarques si pertinentes et justes ont fortement contribué au résultat final;

- je tiens à exprimer toute ma gratitude à Nathalie Monnin, agrégée de philosophie, auteure de plusieurs ouvrages, sans laquelle cet écrit n'aurait pas abouti. Son exigence bienveillante, aussi bien dans la lecture du manuscrit que dans son soutien amical sans faille, m'a été d'une aide précieuse;

- je serais injuste et incomplet si je ne remerciais pas aussi Fabienne Ayesse, qui fait tant pour la promotion de la culture et de la lecture au sein de la médiathèque qu'elle dirige. Elle a pris sur son temps précieux pour lire attentivement et annoter scrupuleusement mon manuscrit.

Conception graphique et réalisation de la couverture :

Laure Bombail

Coordination éditoriale et mise en page :

Nathalie Richard

Éditions Apogée

34, rue Frédéric-Le Guyader

35200 Rennes

Tél. : 09 87 11 93 18

contact@editions-apogee.com

www.editions-apogee.com

Publié avec le concours
de la région Bretagne



et Rennes Métropole

